

Conseil**C/53/5****Cinquante-troisième session ordinaire
Genève, 1^{er} novembre 2019****Original: anglais
Date: 5 août 2019**

ÉTATS FINANCIERS POUR 2018*Document établi par le Bureau de l'Union**Avertissement : le présent document ne représente pas les principes ou les orientations de l'UPOV*

1. Les états financiers de l'UPOV au 31 décembre 2018 sont communiqués au Conseil conformément à l'article 6.5 du Règlement financier et règlement d'exécution du Règlement financier de l'UPOV (document UPOV/INF/5/4), qui prévoit que le Conseil examine et approuve les états financiers. Les états financiers pour 2018 figurent dans l'annexe du présent document. Le document C/53/6 contient le rapport du vérificateur externe des comptes.

2. Les états financiers pour 2018 ont été établis conformément aux Normes comptables internationales du secteur public (normes IPSAS). À sa quarante-cinquième session ordinaire, tenue à Genève le 20 octobre 2011, le Conseil a approuvé l'adoption des normes IPSAS par l'UPOV, dès l'exercice financier débutant en 2012 (voir le paragraphe 9.b) du document C/45/18 "Compte rendu"). Les états financiers pour 2018 constituent la septième série d'états financiers établis conformément aux normes IPSAS.

3. *Le Conseil est invité à examiner et approuver les états financiers pour 2018.*

[L'annexe suit]

UNION INTERNATIONALE POUR LA PROTECTION DES OBTENTIONS VÉGÉTALES

États financiers pour l'année s'achevant le 31 décembre 2018

Table des matières

INTRODUCTION	2
RÉSULTATS FINANCIERS DE L'ANNÉE S'ACHEVANT LE 31 DÉCEMBRE 2018	2
Préparation des états financiers découlant de l'adoption des normes IPSAS	2
Performance financière	3
Situation financière	3
Performance budgétaire	4
ÉTAT I : ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE	6
ÉTAT II : ÉTAT DE LA PERFORMANCE FINANCIÈRE	7
ÉTAT III : ÉTAT DES VARIATIONS DES ACTIFS NETS	8
ÉTAT IV : ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE	9
ÉTAT V : ÉTAT DE COMPARAISON ENTRE LES CRÉDITS ALLOUÉS ET LES DÉPENSES RÉELLES ..	10
NOTES RELATIVES AUX ÉTATS FINANCIERS	11
Note 1 : Objectifs, gouvernance et budget de l'Union	11
Note 2 : Principales méthodes comptables	12
Note 3 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	15
Note 4 : Comptes débiteurs	16
Note 5 : Comptes de créanciers	16
Note 6 : Prestations au personnel	17
Note 7 : Transferts payables	21
Note 8 : Encaissements par anticipation	22
Note 9 : Autres passifs courants	22
Note 10 : Transactions avec une partie liée	22
Note 11 : Actifs nets	23
Note 12 : Rapprochement entre l'état de comparaison budgétaire (état V) et l'état de la performance financière (état II)	24
Note 13 : Recettes	25
Note 14 : Dépenses	25
Note 15 : Instruments financiers	25
Note 16 : Événements postérieurs à la date d'établissement des états financiers	28
Note 17 : Information sectorielle	28

INTRODUCTION

1. Les états financiers de l'Union internationale pour la protection des obtentions végétales (UPOV) pour l'année s'achevant le 31 décembre 2018 sont présentés au Conseil de l'UPOV conformément à l'article 6.5 du Règlement financier et règlement d'exécution du Règlement financier de l'UPOV (document UPOV/INF/5/4) :

Article 6.5

- 1) Le Secrétaire général soumet les états financiers annuels pour chaque année civile de l'exercice financier au vérificateur externe des comptes au plus tard le 31 mars qui suit la fin de l'année civile correspondante.
 - 2) Dans les huit mois suivant la fin de chaque année civile, le Secrétaire général présente au Conseil les états financiers annuels et le rapport de vérification des comptes du vérificateur externe des comptes.
 - 3) Le Conseil examine les états financiers annuels. Il peut identifier des modifications quant à la part de l'UPOV dans les dépenses communes, s'il trouve que cette part n'a pas été correctement évaluée ou arrêtée par le Secrétaire général. Dans ce cas, après avoir consulté le Comité de coordination de l'OMPI, le Conseil fixe le montant de la contribution définitive.
 - 4) Le Conseil approuve les états financiers annuels, après leur vérification au sens de l'article 24 de la Convention de 1961, de l'article 25 de l'Acte de 1978 et de l'article 29.6) de l'Acte de 1991.
2. Le rapport du vérificateur externe des comptes sur la vérification des états financiers de 2018, ainsi que son opinion sur les états financiers, est également présenté au Conseil de l'UPOV conformément aux dispositions de l'article 6.5 du Règlement financier et de l'annexe II du Règlement financier et règlement d'exécution du Règlement financier de l'UPOV.
 3. Les états financiers pour 2018 ont été établis conformément aux Normes comptables internationales du secteur public (normes IPSAS). À sa quarante-cinquième session ordinaire, tenue à Genève le 20 octobre 2011, le Conseil a approuvé l'adoption par l'UPOV des normes IPSAS dès l'exercice financier débutant en 2012 (voir le paragraphe 9.b) du document C/45/18 "Compte rendu"). Cette décision a conduit au remplacement des normes comptables du système des Nations Unies (UNSA), appliquées auparavant, par les normes IPSAS qui sont reconnues au niveau international. Les états financiers pour 2018 constituent la septième série d'états financiers de l'UPOV préparés conformément aux normes IPSAS.

RÉSULTATS FINANCIERS DE L'ANNÉE S'ACHEVANT LE 31 DÉCEMBRE 2018

Préparation des états financiers découlant de l'adoption des normes IPSAS

4. Les normes IPSAS requièrent l'application de la comptabilité d'exercice intégrale. Cette comptabilité fait intervenir la comptabilisation des transactions et des événements lorsqu'ils se produisent. Cela signifie qu'ils sont enregistrés dans les livres comptables et consignés dans les états financiers des périodes financières auxquelles ils se rapportent et non pas uniquement lors de l'entrée ou de la sortie de trésorerie ou d'équivalents de trésorerie.
5. Selon les normes IPSAS, les recettes correspondant aux contributions et aux ressources extrabudgétaires (fonds fiduciaires) sont comptabilisées lorsque l'UPOV a le droit de recevoir la contribution. En cas d'arriérés de contributions, un solde des sommes exigibles est présenté, mais le solde total est réduit afin de tenir compte des montants encore dus sur des périodes antérieures. Les arrangements relatifs aux ressources extrabudgétaires sont examinés afin de déterminer si l'UPOV doit satisfaire à des conditions de rendement et, le cas échéant, les recettes sont comptabilisées uniquement lorsque ces conditions sont remplies.
6. La valeur des futures prestations (par exemple les congés annuels cumulés, les primes de rapatriement et l'assurance maladie après la cessation de service (AMCS)) que les fonctionnaires de l'UPOV ont gagnées mais qu'ils n'ont pas encore perçues, est maintenant enregistrée afin de saisir le coût intégral d'emploi du personnel.
7. L'application des normes IPSAS n'a à l'heure actuelle aucune incidence sur l'élaboration du programme et budget, qui est toujours présenté sur la base d'une comptabilité d'exercice modifiée. Comme cette base est différente de la base d'une comptabilité d'exercice intégrale appliquée aux états financiers, le

rapprochement entre le budget et les états financiers est fourni conformément aux exigences des normes IPSAS.

8. Les normes IPSAS imposent d'inclure des informations plus détaillées dans les notes des états financiers pour des besoins de transparence. À cette fin, l'UPOV fournit des informations relatives à la rémunération de ses principaux dirigeants.

Performance financière

9. Les résultats de l'UPOV pour l'année ont affiché un déficit de 41 675 francs suisses pour un total des recettes de 3 627 873 francs suisses et un total des dépenses de 3 669 548 francs suisses. Ces résultats peuvent être comparés à ceux de 2017, avec un déficit de 290 363 francs suisses, un total des recettes de 3 644 418 francs suisses et un total des dépenses de 3 934 781 francs suisses.
10. Les états financiers fournissent le détail de la performance financière par secteur dans les informations sectorielles, comme le montre le récapitulatif ci-dessous :

Tableau 1. Récapitulatif de la performance financière par secteur

	Programme et budget ordinaire 2018	Fonds fiduciaires 2018	Fonds spécial pour des projets 2018	Transferts intersectoriels 2018	TOTAL UPOV 2018	TOTAL UPOV 2017
<i>(en francs suisses)</i>						
TOTAL DES RECETTES	3 377 039	282 467	-	-31 633	3 627 873	3 644 418
TOTAL DES DÉPENSES	3 404 915	282 467	13 799	-31 633	3 669 548	3 934 781
EXCÉDENT/(DÉFICIT) POUR L'ANNÉE	-27 876	-	-13 799	-	-41 675	-290 363

11. Les activités de l'UPOV sont financées principalement par deux sources : les contributions et les ressources extrabudgétaires (fonds fiduciaires). Les contributions de 3 323 050 francs suisses représentent approximativement 91,6% du total des recettes de l'UPOV en 2018. Les recettes comptabilisées provenant des contributions extrabudgétaires (fonds fiduciaires) se sont élevées à 282 467 francs suisses pour l'année, soit 7,8% du total des recettes. L'UPOV présente également des soldes à hauteur de 229 701 francs suisses provenant des contributions reçues d'avance. Ces soldes apparaissent actuellement en tant que passifs, mais devraient être comptabilisés comme des produits pour l'année à laquelle ils se rapportent.
12. Au cours de 2017, l'UPOV a lancé l'outil de demande de droit d'obtenteur UPOV PRISMA. Cet outil de demande en ligne permet aux demandeurs de fournir leurs renseignements aux services de protection des obtentions végétales des membres de l'Union participants. Lors de sa cinquante et unième session ordinaire, le Conseil de l'UPOV a décidé d'approuver pour l'outil de demande de droit d'obtenteur UPOV PRISMA le montant de 150 francs suisses par demande électronique, pour l'exercice biennal 2018-2019. Toutefois, le Conseil a accepté que le formulaire de demande électronique soit mis gratuitement à disposition pendant une période de lancement, si les dépenses relatives au formulaire inscrites au budget sont couvertes par des moyens autres que les montants prévus au budget ordinaire. Cette période de lancement a été prolongée jusqu'au 31 décembre 2019.
13. Les dépenses de personnel s'élèvent à 2 210 760 francs suisses et représentent 60,2% des 3 669 548 francs suisses du total des dépenses pour l'année 2018. Comme cela a déjà été souligné, la comptabilité d'exercice, en ce qui concerne les avantages postérieurs à l'emploi et autres prestations dues au personnel à long terme, impose que le coût de ces régimes soit comptabilisé à mesure que les avantages sont acquis par le personnel, et non selon la méthode des décaissements effectifs. Cette méthode permet à l'UPOV de mieux rendre compte du coût réel de l'emploi de son personnel sur une base annuelle. Le coût total des intérêts et des services pour l'année au titre de l'AMCS, des primes de rapatriement et des jours de congé annuel cumulés sur le long terme s'élève à 178 661 francs suisses.

Situation financière

14. L'UPOV enregistre un actif net de 683 159 francs suisses au 31 décembre 2018, contre 629 830 francs suisses à la fin de 2017. La situation financière de l'UPOV par secteur peut être récapitulée comme suit :

Tableau 2. Récapitulatif de la situation financière par secteur

	Programme et budget ordinaire 2018	Fonds fiduciaires 2018	Fonds spécial pour des projets 2018	Transferts intersectoriels 2018	TOTAL UPOV 2018	TOTAL UPOV 2017
<i>(en francs suisses)</i>						
TOTAL ACTIF	4 306 573	145 405	-	-41 693	4 410 285	4 201 382
TOTAL PASSIF	3 439 748	145 405	183 666	-41 693	3 727 126	3 571 552
ACTIFS NETS	866 825	-	-183 666	-	683 159	629 830

15. Le fonds de roulement net (actifs courants moins passifs courants) de l'UPOV s'élève à 2 972 638 francs suisses au 31 décembre 2018 (2 885 775 francs suisses au 31 décembre 2017). Les soldes de trésorerie et des équivalents de trésorerie ont enregistré une hausse, passant de 4 115 186 francs suisses au 31 décembre 2017 à 4 275 188 francs suisses au 31 décembre 2018.
16. Le montant total des sommes à recevoir au 31 décembre 2018 s'élevait à 135 097 francs suisses, contre 86 196 francs suisses au 31 décembre 2017. Le solde du montant total à recevoir à la fin de l'année 2018 comprend des contributions à hauteur de 114 587 francs suisses, des fonds extrabudgétaires (fonds fiduciaires) à hauteur de 10 294 francs suisses, des avances sur des allocations d'étude d'un montant de 9466 francs suisses et des débits divers de 750 francs suisses.
17. Le passif total afférent aux prestations au personnel s'élève à 2 489 970 francs suisses au 31 décembre 2018, contre 2 456 705 francs suisses au 31 décembre 2017. Les obligations au titre de l'AMCS, des primes de rapatriement et des jours de congé annuel accumulés à long terme ont fait l'objet d'évaluations actuarielles. Le principal passif, qui concerne le financement de l'AMCS, s'élève à 2 235 639 francs suisses au 31 décembre 2018. Ce montant indique une augmentation de 26 178 francs suisses par rapport au solde de 2 209 461 francs suisses arrêté au 31 décembre 2017.
18. En 2015, un montant de 183 824 francs suisses représentant le montant du fonds de réserve dépassant 15% des recettes totales pour l'exercice biennal 2012-2013 a été transféré sur un Fonds spécial pour des projets afin de mener à bien certains projets particuliers. Sur les 13 957 francs suisses du solde à la fin de l'année 2017, 13 799 francs suisses ont été dépensés en frais de voyage en 2018. Le solde du Fonds spécial pour des projets, qui s'élevait à 158 francs suisses au 31 décembre 2018, fait partie des actifs nets de l'UPOV. Ce solde sera porté au crédit du fonds de réserve de l'UPOV en 2019.

Performance budgétaire

19. Le budget de l'UPOV continue d'être établi selon une méthode de comptabilité modifiée et est présenté dans les états financiers sous l'état V, état de comparaison des montants budgétaires et des montants réels. Afin de faciliter la comparaison entre le budget et les états financiers établis selon les normes IPSAS, des rapprochements entre le budget et l'état de la performance financière figurent dans les notes complémentaires relatives aux états financiers.
20. Le budget pour l'année 2018 indiquait des recettes et des dépenses à hauteur de 3 470 000 francs suisses. Ce chiffre est à comparer aux recettes et aux dépenses effectives sur une base comparable (avant fonds fiduciaires et ajustements IPSAS) de 3 422 060 francs suisses et 3 354 800 francs suisses, respectivement. L'excédent effectivement enregistré pour l'année 2018 sur une base comparable équivaut à 67 260 francs suisses. Les principales variations entre le budget 2018 et les chiffres effectifs sur une base comparable sont expliquées dans les paragraphes suivants.
21. Recettes : Le total des recettes pour 2018 est conforme aux montants prévus au budget.
22. Ressources en personnel : les ressources en personnel sont inscrites au budget au moyen d'une méthodologie d'établissement des coûts reposant sur les droits des titulaires en place. Les dépenses pour 2018 ont été légèrement inférieures aux montants prévus au budget (-9,4%). Les dépenses afférentes aux postes ont été conformes au budget à la suite des variations suivantes. Les dépenses effectives sur deux postes de la catégorie professionnelle ont été supérieures aux prévisions du fait que ces postes ont été pourvus plusieurs mois avant ce qui était prévu. Cela a été compensé par deux postes de la catégorie des services généraux occupés à 80% et des dépenses inférieures aux prévisions pour les fonctionnaires de la catégorie des administrateurs, compte tenu de la diminution du coefficient d'ajustement de poste à Genève.

Les dépenses au titre du personnel temporaire n'ont représenté que 30,6% du montant prévu au budget pour 2018, vu que deux postes de la catégorie professionnelle, occupés au départ par du personnel temporaire, ont été pourvus plus tôt que prévu; et qu'aucun recrutement de personnel administratif temporaire n'a été porté au budget parce que ces travaux ont été exécutés par des intérimaires.

23. Stages et bourses : les coûts au titre des stages et des bourses sont légèrement supérieurs aux montants prévus au budget du fait des voyages effectués par le boursier.
24. Voyages, formations et subventions : les frais de voyage sont sensiblement supérieurs (+13,8%) aux prévisions pour 2018. Ces coûts plus élevés traduisent une demande supérieure d'informations concernant l'UPOV et le temps supplémentaire disponible pour les missions de fonctionnaires compte tenu de la décision de passer à une seule série de sessions de l'UPOV.
25. Services contractuels : les dépenses au titre des conférences ont été, dans leurs grandes lignes, conformes aux montants prévus au budget. Il n'y a pas eu de dépenses au titre des publications en 2018. Les estimations de dépenses pour les contrats de services contractuels de personnes en 2018 ont été nettement inférieures aux montants prévus au budget (40,0% du budget) parce que la plupart des tâches dont la réalisation avait été prévue sous forme de contrats de services contractuels de personnes ont été effectuées par des intérimaires, qui sont inscrits au budget sous le poste Autres services contractuels. Enfin, les dépenses relatives aux autres services commerciaux ont été sensiblement supérieures aux montants prévus pour la première année de l'exercice biennal (+74,3%) du fait du montant plus élevé des dépenses relatives aux intérimaires afin de compenser le personnel administratif à temps partiel; du non-recrutement de personnel administratif temporaire; et des tâches qui avaient été prévues au départ dans le cadre de contrats de services contractuels de personnes.
26. Dépenses de fonctionnement : les dépenses de fonctionnement en 2018 ont été, dans leurs grandes lignes, conformes aux montants prévus au budget.
27. Autres dépenses : les dépenses au titre des fournitures et du matériel n'auront pas un impact significatif sur l'exercice biennal 2018-2019.

ÉTAT I : ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
au 31 décembre 2018
(en francs suisses)

		31 décembre 2018	31 décembre 2017
ACTIF	Note		
Actifs courants			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3	4 275 188	4 115 186
Comptes de débiteurs (opérations sans contrepartie directe)	4	124 881	68 866
Comptes de débiteurs (opérations avec contrepartie directe)	4	10 216	17 330
		<u>4 410 285</u>	<u>4 201 382</u>
		<u>-</u>	<u>-</u>
Actifs non courants			
		<u>-</u>	<u>-</u>
TOTAL ACTIF		<u>4 410 285</u>	<u>4 201 382</u>
PASSIF			
Passifs courants			
Comptes de créanciers	5	2 597	1 209
Prestations au personnel	6	200 491	200 760
Montants à payer	7	1 352	-
Encaissements par anticipation	8	316 115	387 594
Autres passifs courants	9	917 092	726 044
		<u>1 437 647</u>	<u>1 315 607</u>
Passifs non courants			
Prestations au personnel	6	<u>2 289 479</u>	<u>2 255 945</u>
		<u>2 289 479</u>	<u>2 255 945</u>
TOTAL PASSIF		<u>3 727 126</u>	<u>3 571 552</u>
Fonds de réserve	11	942 594	970 470
Fonds spécial pour des projets	11	158	13 957
Gains/(pertes) actuariels sur actifs nets	11	-807 939	-901 276
Fonds de roulement	11	<u>548 346</u>	<u>546 679</u>
ACTIFS NETS		<u>683 159</u>	<u>629 830</u>

ÉTAT II : ÉTAT DE LA PERFORMANCE FINANCIÈRE
pour l'année s'achevant le 31 décembre 2018
(en francs suisses)

	Note	2018	2017
RECETTES	13		
Contributions		3 323 050	3 365 962
Ressources extrabudgétaires (fonds fiduciaires)		282 467	257 524
Taxes relatives à UPOV PRISMA		-	1 841
Autres/divers recettes		22 356	19 091
TOTAL DES RECETTES		3 627 873	3 644 418
Dépenses	14		
Dépenses de personnel		2 210 760	2 262 006
Stages et bourses		28 892	12 343
Voyages, formations et subventions		417 012	467 811
Services contractuels		392 107	572 422
Dépenses de fonctionnement		619 355	619 227
Fournitures		17	972
Mobilier et matériel		1 405	-
TOTAL DES DÉPENSES		3 669 548	3 934 781
EXCÉDENT/(DÉFICIT) POUR L'ANNÉE		-41 675	-290 363

ÉTAT III : ÉTAT DES VARIATIONS DES ACTIFS NETS
pour l'année s'achevant le 31 décembre 2018
(en francs suisses)

	Note	Fonds de réserve	Fonds spécial pour des projets	Gains/(pertes) actuariels sur actifs nets	Fonds de roulement	Actif net Total
Actif net au 1er janvier 2017		1 260 833	13 957	-1 075 694	546 679	745 775
Gains/(pertes) actuariels		-	-	174 418	-	174 418
Total des montants comptabilisés directement dans l'actif net en 2017		-	-	174 418	-	174 418
Déficit pour l'année 2017		-290 363	-	-	-	-290 363
Actif net au 31 décembre 2017	11	970 470	13 957	-901 276	546 679	629 830
Gains/(pertes) actuariels		-	-	93 337	-	93 337
Contributions au fonds de roulement		-	-	-	1 667	1 667
Total des montants comptabilisés directement dans l'actif net en 2018		-	-	93 337	1 667	95 004
Déficit pour l'année 2018 en cours		-27 876	-13 799	-	-	-41 675
Actif net au 31 décembre 2018	11	942 594	158	-807 939	548 346	683 159

ÉTAT IV : ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
pour l'année s'achevant le 31 décembre 2018
(en francs suisses)

	Note	2018	2017
Flux de trésorerie des activités opérationnelles			
Excédent/(déficit) pour l'année	État II	-41 675	-290 363
Augmentation (diminution) des prestations au personnel	6	33 265	-22 890
(Augmentation) diminution des créances	4	-48 901	44 121
Augmentation (diminution) des avances/compte clients	8	-71 479	-229 920
Augmentation (diminution) d'autres passifs	5+7+9	193 788	-835 676
Flux de trésorerie nets des activités opérationnelles		64 998	-1 334 728
Flux de trésorerie des activités de financement			
Contributions au fonds de roulement	11	1 667	-
Flux de trésorerie nets des activités de financement		1 667	-
Impact de la comptabilisation des gains/(pertes) actuariels sur les actifs nets			
	6	93 337	174 418
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
		160 002	-1 160 310
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'année			
	3	4 115 186	5 275 496
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'année			
	3	4 275 188	4 115 186

ÉTAT V : ÉTAT DE COMPARAISON ENTRE LES CRÉDITS ALLOUÉS ET LES DÉPENSES RÉELLES
pour l'année s'achevant le 31 décembre 2018
(en milliers de francs suisses)

	Budget original 2018 (1)	Budget final 2018 (1)	Montants effectifs sur une base comparable 2018	Différence 2018 (2)
Recettes				
Contributions	3 382	3 382	3 377	-5
Autre	88	88	45	-43
Total recettes	3 470	3 470	3 422	-48
Dépenses				
Ressources en personnel	2 386	2 386	2 161	-225
Stages et bourses	20	20	29	9
Voyages, formations et subventions	210	210	239	29
Services contractuels	218	218	306	88
Dépenses de fonctionnement	626	626	619	-7
Fournitures	5	5	-	-5
Mobilier et matériel	5	5	1	-4
Total dépenses	3 470	3 470	3 355	-115
Résultat	-	-	67	67
Fonds fiduciaires (avant ajustements IPSAS)			-43	
Dépenses financées à partir du Fonds spécial pour des projets			-14	
Ajustements IPSAS apportés au programme et budget ordinaire (3)			-95	
Ajustements IPSAS apportés aux fonds fiduciaires (3)			43	
Déficit net après ajustements IPSAS (État II)			-42	

(1) – Représente la première année du budget approuvé pour l'exercice biennal 2018-2019;

(2) – Représente l'écart entre le budget final (révisé) et les recettes et dépenses effectives sur une base comparable (avant ajustements IPSAS).

(3) – Les ajustements IPSAS apportés à l'excédent sont détaillés dans la note 13 des présents états financiers.

NOTES RELATIVES AUX ÉTATS FINANCIERS

NOTE 1 : OBJECTIFS, GOUVERNANCE ET BUDGET DE L'UNION

L'Union internationale pour la protection des obtentions végétales (UPOV) est une organisation intergouvernementale ayant son siège à Genève. L'UPOV a pour mission de mettre en place et promouvoir un système efficace de protection des variétés végétales afin d'encourager l'obtention de variétés dans l'intérêt de tous.

L'UPOV a été instituée par la Convention internationale pour la protection des obtentions végétales (ci-après dénommée "Convention UPOV"), qui a été signée à Paris en 1961. La Convention est entrée en vigueur en 1968. Elle a été révisée à Genève en 1972, 1978 et 1991. L'Acte de 1991 est entré en vigueur le 24 avril 1998. Conformément à la Convention UPOV, l'Union a pour principaux objectifs :

- de mettre en place et de perfectionner la base administrative et technique d'une coopération internationale en matière de protection des obtentions végétales;
- d'aider les États et les organisations à établir des lois et mettre en œuvre un système efficace de protection des variétés végétales; et
- de renforcer la sensibilité et la compréhension du public à l'égard du système UPOV de protection des variétés végétales.

Conformément à l'article 25 de l'Acte de 1991 et à l'article 15 de l'Acte de 1978, le Conseil et le Bureau de l'Union sont les organes permanents de l'UPOV.

Le Conseil est l'organe directeur de l'UPOV et est composé des représentants des membres de l'Union. Le Conseil a pour mission de sauvegarder les intérêts et de favoriser le développement de l'UPOV, d'adopter son programme de travail et son budget et de prendre toutes les décisions nécessaires au bon fonctionnement de l'UPOV. Le Conseil se réunit en session ordinaire une fois par an. Il peut, si nécessaire, être convoqué en session extraordinaire. Le Conseil a créé plusieurs organes qui se réunissent une fois par an.

Le Bureau de l'Union assure le secrétariat de l'UPOV et est dirigé par le Secrétaire général. Les fonctionnaires du Bureau de l'UPOV, en dehors du Secrétaire général adjoint, sont placés sous la direction du Secrétaire général adjoint de l'UPOV. En 1982, un accord de coopération (l'Accord OMPI/UPOV) a été signé entre l'UPOV et l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI), une institution spécialisée des Nations Unies. Conformément à cet accord, le Conseil de l'UPOV nomme comme Secrétaire général de l'UPOV le Directeur général de l'OMPI. Le Secrétaire général adjoint est chargé de la réalisation des résultats escomptés tels qu'ils sont indiqués dans le programme et budget approuvé. Selon l'accord, l'OMPI satisfait les besoins de l'UPOV en ce qui concerne l'espace, le personnel, les finances, les achats et d'autres tâches administratives. L'UPOV indemnise l'OMPI pour tout service fourni à l'UPOV et pour toute dépense engagée pour son compte.

L'UPOV est essentiellement financée par les contributions et les ressources extrabudgétaires (fonds fiduciaires) des membres de l'Union. L'UPOV exerce ses activités dans le cadre d'un programme et budget biennal. Le programme et budget proposé contient les estimations des recettes et des dépenses de l'exercice financier auquel il se rapporte. Il est soumis par le Secrétaire général au Comité consultatif pour discussion, observations et recommandations, ainsi que pour d'éventuelles modifications. Le Conseil adopte le programme et budget après examen du programme et budget proposé et des recommandations du Comité consultatif.

NOTE 2 : PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Convention utilisée pour la préparation

Ces états financiers ont été établis conformément aux Normes comptables internationales du secteur public (normes IPSAS). Les états financiers sont établis en francs suisses, qui sont la devise fonctionnelle de référence de l'UPOV. Les politiques comptables ont été appliquées de façon permanente à tous les exercices établis.

Les états financiers ont été établis sur la base du coût historique sauf indication contraire. L'état des flux de trésorerie est établi à l'aide de la méthode indirecte. Les états financiers ont été élaborés selon une méthode progressive modifiée et selon le principe de la continuité d'activité.

La norme IPSAS 39 portant sur les prestations au personnel a déjà été appliquée aux états financiers de l'UPOV en 2017, soit avant sa date de mise en œuvre requise du 1^{er} janvier 2018.

La norme IPSAS 40 portant sur les regroupements dans le secteur public, publiée en janvier 2017, avait une date de mise en œuvre au 1^{er} janvier 2019. Selon les projections, cette norme ne devrait pas avoir d'impact sur les états financiers de l'UPOV.

La norme IPSAS 41 portant sur les instruments financiers a été publiée en août 2018, avec une date de mise en œuvre au 1^{er} janvier 2022. Les impacts de cette nouvelle norme sont actuellement examinés par l'UPOV.

Monnaie étrangère

La monnaie fonctionnelle de l'UPOV est le franc suisse et les états financiers sont présentés dans cette monnaie. Toutes les opérations faites dans d'autres monnaies sont converties en francs suisses selon le taux de change opérationnel de l'Organisation des Nations Unies en vigueur à la date des opérations. Les profits comme les pertes, réalisés ou non, qui résultent de la liquidation de ces opérations et de la reconversion, à la date d'établissement des états financiers, des actifs et des passifs libellés dans d'autres monnaies que la monnaie fonctionnelle de l'UPOV, sont comptabilisés dans l'état de la performance financière.

Information sectorielle

Un secteur est une activité distincte ou un groupe d'activités pour laquelle/lesquelles il est approprié de publier des informations financières séparées. À l'UPOV, l'information sectorielle est fondée sur les activités et sources de financement principales de l'UPOV. De ce fait, l'UPOV publie des informations financières distinctes pour trois secteurs : 1) le programme et budget ordinaire; 2) les fonds fiduciaires; et 3) le Fonds spécial pour des projets.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie incluent les fonds en caisse, les dépôts sur des comptes bancaires courants, les dépôts détenus jusqu'à 90 jours et d'autres placements à court terme très liquides qui sont facilement convertibles en espèces et soumis à un risque négligeable de changement de valeur.

Créances

Les contributions sont comptabilisées dans les produits au début de l'année financière. Une indemnité pour pertes, égale aux arriérés de contributions pour les années antérieures au dernier exercice biennal, est intégralement comptabilisée pour tout membre redevable d'une contribution.

Équipement

L'équipement est évalué à la valeur d'achat diminuée de l'amortissement et de la dépréciation cumulés. L'équipement est comptabilisé en tant qu'immobilisation si son coût unitaire est supérieur ou égal à 5000 francs suisses. Au 31 décembre 2018, aucun élément n'était comptabilisé au titre de l'équipement.

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées selon leur coût, minoré de l'amortissement cumulé et des pertes de valeur cumulées.

Les licences de logiciels informatiques acquises sont comptabilisées sur la base des coûts encourus pour acquérir lesdits logiciels et les utiliser. Les coûts directement liés au développement de logiciels destinés à être utilisés par l'UPOV sont comptabilisés en tant qu'immobilisations incorporelles. Les coûts directs incluent les coûts du personnel chargé du développement des logiciels. Au 31 décembre 2018, aucun coût n'a été comptabilisé comme immobilisation incorporelle.

Prestations au personnel

Des provisions sont constituées pour l'assurance maladie après la cessation de service (AMCS), les primes de rapatriement et les voyages, ainsi que les jours de congé annuel accumulés à long terme, définies par un actuair indépendant sur une base annuelle selon la méthode des unités de crédit projetées. En ce qui concerne l'obligation au titre de l'AMCS, les gains et pertes actuariels sont comptabilisés dans les actifs nets. En outre, des provisions sont constituées pour les jours de congé annuel accumulés à court terme, les congés dans les foyers différés, les heures supplémentaires réalisées, mais non payées, les prestations versées pour la cessation de service et pour les allocations d'étude payables à la date d'établissement des états financiers qui n'ont pas été comptabilisées dans les dépenses courantes.

En application de l'Accord OMPI/UPOV du 26 novembre 1982, les fonctionnaires de l'UPOV participent à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies (CCPPNU ou Caisse), créée par l'Assemblée générale des Nations Unies (Assemblée générale) pour assurer des prestations de retraite, de décès ou d'invalidité et des prestations connexes au personnel. La Caisse est une caisse à capitalisation finançant des prestations définies; elle est financée par de nombreux employeurs. Comme le précise l'article 3.b) du règlement de la Caisse, peuvent s'affilier à la Caisse les institutions spécialisées ainsi que toute autre organisation intergouvernementale internationale qui applique le régime commun de traitements, indemnités et autres conditions d'emploi de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées.

La Caisse expose les organisations participantes à des risques actuariels liés aux fonctionnaires retraités et en poste d'autres organisations qui y participent, d'où l'absence de base cohérente et fiable pour répartir l'obligation, les actifs et les coûts de la Caisse entre les différentes organisations participantes. L'UPOV et la Caisse, tout comme d'autres organisations affiliées, ne sont pas en mesure de déterminer la quote-part de l'UPOV en ce qui concerne les obligations relatives à des prestations définies, les actifs et les coûts relatifs à des prestations définies, de manière suffisamment fiable à des fins comptables. L'UPOV a donc comptabilisé ce régime comme s'il s'agissait d'un régime à contributions déterminées sur la base de la norme IPSAS 39 portant sur les prestations au personnel. Les contributions de l'UPOV à la Caisse durant la période financière sont comptabilisées comme dépenses dans l'état de la performance financière.

Provisions

Des provisions sont comptabilisées lorsqu'il existe une obligation juridique ou implicite née d'un événement passé, qu'il est probable qu'une dépense sera nécessaire pour régler l'obligation et que le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable.

Comptabilisation des produits

Les produits d'opérations sans contrepartie directe tels que les ressources extrabudgétaires (fonds fiduciaires) fondés sur des accords ayant force exécutoire sont comptabilisés comme produits au moment où l'accord devient contraignant, à moins que l'accord ne prévoie des conditions relatives à des résultats spécifiques ou au remboursement de soldes non dépensés. Ces accords exigent la reconnaissance initiale d'une obligation de différer la comptabilisation des produits, les produits étant ensuite comptabilisés au fur et à mesure que l'obligation prévue par l'accord est remplie.

Les contributions sont comptabilisées comme produits au début de chaque année de l'exercice budgétaire sur laquelle porte la contribution.

Les contributions de services en nature ne sont pas comptabilisées dans les états financiers.

Comptabilisation en charges

Les charges sont comptabilisées lorsque les marchandises sont livrées et les services fournis.

Instruments financiers

Actifs financiers

Comptabilisation et évaluation initiales :

Les actifs financiers qui relèvent de la norme *IPSAS 29 Instruments financiers : comptabilisation et évaluation* sont classés comme des actifs financiers à juste valeur par le biais de l'excédent ou du déficit, des prêts et comptes créanciers, des investissements détenus jusqu'à leur échéance finale ou des actifs financiers disponibles à la vente, selon le cas. L'UPOV détermine la classification de ses actifs financiers à leur comptabilisation initiale. Les actifs financiers de l'UPOV comprennent les liquidités, les dépôts à court terme et les comptes créanciers.

Évaluation ultérieure :

L'évaluation ultérieure des actifs financiers est fonction de leur classification.

Actifs financiers à la juste valeur par le biais d'un excédent ou d'un déficit

Les actifs financiers à juste valeur par le biais de l'excédent ou du déficit comprennent les actifs financiers détenus à des fins de transaction et les actifs financiers classés lors de la comptabilisation initiale à leur juste valeur par le biais de l'excédent ou du déficit. Les actifs financiers sont classés comme détenus à des fins de transaction s'ils sont acquis à des fins de vente ou de rachat dans le court terme. Les actifs financiers à juste valeur par le biais de l'excédent ou du déficit sont comptabilisés dans l'état de la situation financière à juste valeur, les variations de la juste valeur étant comptabilisées dans l'excédent ou le déficit.

Prêts et emprunts

Les prêts et comptes créanciers sont des actifs financiers non dérivés assortis de paiements fixés ou à déterminer qui ne sont pas cotés sur un marché actif. Après une évaluation initiale, ces actifs financiers sont ultérieurement évalués au coût amorti à l'aide de la méthode de l'intérêt effectif, moins la dépréciation. Le coût amorti est calculé en tenant compte de toute décote ou prime d'acquisition ainsi que des taxes ou coûts qui font partie intégrante du taux d'intérêt en vigueur. Les pertes provenant de la dépréciation sont comptabilisées dans l'excédent ou le déficit.

Décomptabilisation :

L'UPOV décomptabilise un actif financier ou, selon le cas, une partie d'un actif financier ou d'un groupe d'actifs financiers similaires lorsque les droits de recevoir des liquidités de l'actif ont expiré ou sont levés.

Dépréciation d'actifs financiers :

L'UPOV vérifie à chaque date de clôture s'il existe des indications objectives à l'effet qu'un actif financier ou qu'un groupe d'actifs financiers est déprécié. Un actif financier ou un groupe d'actifs financiers est considéré comme déprécié si et uniquement si il y a des indications objectives de dépréciation comme suite à un ou plusieurs événements qui se sont produits après la comptabilisation initiale de l'actif (un "événement de perte" encouru) et si cet événement a un impact sur les futurs flux de trésorerie estimés de l'actif financier ou du groupe d'actifs financiers qui peut être estimé de manière fiable.

Passifs financiers

Comptabilisation et évaluation initiales :

Les passifs financiers qui relèvent de la norme *IPSAS 29* sont classés comme des passifs financiers à juste valeur par le biais d'un excédent ou d'un déficit ou de prêts et d'emprunts, selon le cas. L'UPOV détermine la classification de ses passifs financiers à la comptabilisation initiale. Tous les passifs financiers sont comptabilisés initialement à leur juste valeur et, dans le cas des prêts et des emprunts, aux coûts de transaction directement imputables. Les passifs financiers de l'UPOV comprennent les dettes commerciales et autres créances.

Évaluation ultérieure :

L'évaluation ultérieure des passifs financiers est fonction de leur classification.

Passifs financiers à leur juste valeur par le biais de l'excédent ou du déficit

Les passifs financiers à leur juste valeur par le biais de l'excédent ou du déficit comprennent les passifs financiers détenus à des fins de transaction et les passifs financiers classés lors de la comptabilisation initiale comme étant à juste valeur par le biais de l'excédent ou du déficit. Les passifs financiers sont classés comme étant détenus à des fins de transaction s'ils sont acquis pour être vendus dans le court terme. Les gains ou pertes au titre de passifs détenus à des fins de transaction sont comptabilisés dans l'excédent ou le déficit.

Décomptabilisation :

Un passif financier est décomptabilisé lorsque l'obligation qui en relève a été payée ou annulée ou lorsqu'elle expire. Lorsqu'un passif financier existant est remplacé par un autre du même prêteur dans des conditions très différentes, ou lorsque les conditions d'un passif existant sont considérablement modifiées, un tel échange ou une telle modification est traité comme une décomptabilisation du passif originel et la comptabilisation d'un nouveau passif et la différence des valeurs comptables respectives est comptabilisée dans l'excédent ou le déficit.

Changement de la méthode comptable

L'UPOV comptabilise de manière rétroactive les effets des changements dont est l'objet la politique comptable. Ces effets sont appliqués de manière prospective si l'application rétrospective s'avère difficile.

Utilisation d'estimations

Les états financiers incluent nécessairement des montants fondés sur des estimations et des hypothèses établies par la direction. Les estimations prennent en considération, mais pas uniquement, l'AMCS et la prime de rapatriement et voyages (dont la valeur est calculée par un actuair indépendant), les autres engagements liés aux prestations dues au personnel, le risque financier portant sur des comptes de débiteurs et les charges à payer. Les résultats réels peuvent s'écarter de ces estimations. L'évolution des estimations est répercutée au cours de l'exercice concerné.

NOTE 3 : TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

	31 décembre 2018	31 décembre 2017
<i>(en francs suisses)</i>		
Dépôts bancaires	2 850 296	2 750 945
Total de la trésorerie disponible	2 850 296	2 750 945
Dépôts bancaires – fonds de roulement	548 346	546 679
Dépôts bancaires – fonds fiduciaires	93 418	108 386
Total de la trésorerie soumise à restriction	641 764	655 065
Dépôts bancaires – fonds détenus pour l'obligation au titre de l'AMCS	783 128	709 176
Total de la trésorerie stratégique	783 128	709 176
TOTAL DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	4 275 188	4 115 186

Les avoirs sont généralement placés sur des comptes bancaires à accès immédiat.

Les soldes de fonds de roulement sont considérés comme étant soumis à restrictions, bien que les intérêts perçus sur les soldes de fonds de roulement soient ajoutés aux fonds propres de l'UPOV. Les fonds fiduciaires détenus pour le compte de donateurs de ressources extrabudgétaires (fonds fiduciaires) sont déposés dans la monnaie dans laquelle les dépenses seront comptabilisées, sur la base d'accords conclus avec les donateurs.

À sa trente-troisième session extraordinaire le 17 mars 2016, le Conseil de l'UPOV a décidé de placer sur un compte distinct les fonds alloués au financement futur des obligations de l'UPOV au titre de l'AMCS. Au 31 décembre 2018, le solde total de ces fonds s'élevait à 783 128 francs suisses (contre 709 176 francs suisses au 31 décembre 2017). Les fonds sont placés sur l'un des principaux comptes de dépôts de l'UPOV, mais gérés séparément des fonds d'exploitation par le biais d'une instruction de blocage mise en place aujourd'hui avec la banque. L'UPOV gère les fonds au titre de l'AMCS conformément à la politique de l'OMPI en matière de placements, selon laquelle ils relèvent de la trésorerie stratégique.

NOTE 4 : COMPTES DÉBITEURS

	31 décembre 2018	31 décembre 2017
<i>(en francs suisses)</i>		
Créances à recevoir d'opérations sans contrepartie directe		
Contributions	114 587	68 866
Ressources extrabudgétaires (fonds fiduciaires)	10 294	-
	<u>124 881</u>	<u>68 866</u>
Créances à recevoir d'opérations avec contrepartie directe		
Avances relatives à l'indemnité pour frais d'études	9 466	17 330
Autres créanciers	750	-
	<u>10 216</u>	<u>17 330</u>
TOTAL DES COMPTES DÉBITEURS	<u>135 097</u>	<u>86 196</u>

Les contributions sont les recettes non perçues dans le cadre du système de contribution de l'UPOV. Le montant de la contribution annuelle de chaque membre de l'Union est calculé selon le nombre d'unités de contributions qui lui est appliqué (article II de l'Acte de 1972, article 26 de l'Acte de 1978 et article 29 de l'Acte de 1991 de la Convention). Le cas échéant, une provision est constituée pour compenser la valeur des comptes provenant des contributions. Cette provision couvre les montants dus pour les périodes antérieures à l'exercice biennal précédent.

Les fonctionnaires recrutés sur le plan international, autres que ceux qui vivent dans leur pays d'origine, remplissent les conditions requises pour recevoir une indemnité pour frais d'études couvrant les frais de scolarité des enfants à charge jusqu'à la quatrième année d'études postsecondaires, mais pas au-delà de la fin de l'année scolaire au cours de laquelle l'enfant atteint l'âge de 25 ans. Pour l'année scolaire 2018-2019, le remboursement est effectué selon un barème dégressif universel, avec des taux de remboursement dégressifs et un montant maximal de remboursement fixe. Une avance égale au montant estimé de l'indemnité pour frais d'études peut être accordée dès le début de chaque année scolaire. Les avances au personnel pour frais d'études représentent le total des frais pour l'année scolaire 2018-2019.

NOTE 5 : COMPTES DE CRÉANCIERS

	31 décembre 2018	31 décembre 2017
<i>(en francs suisses)</i>		
Fournisseurs – comptes créanciers	2 550	-
Créanciers divers	47	1 209
TOTAL DES COMPTES CRÉANCIERS	<u>2 597</u>	<u>1 209</u>

NOTE 6 : PRESTATIONS AU PERSONNEL

	31 décembre 2018	31 décembre 2017
	<i>(en francs suisses)</i>	
Congés annuels – postes	3 813	4 045
Congés annuels – agents temporaires	813	5 581
Prime de rapatriement et voyages	18 976	17 913
Congés dans les foyers	-	-
Heures supplémentaires et heures de crédit	5 361	9 584
Indemnités pour frais d'études	9 467	6 933
Assurance maladie après la cessation de service	162 061	156 704
Total des obligations courantes pour prestations au personnel	200 491	200 760
Congés annuels	52 796	57 930
Prime de rapatriement et voyages	163 105	145 258
Assurance maladie après la cessation de service	2 073 578	2 052 757
Total des obligations non courantes pour prestations au personnel	2 289 479	2 255 945
TOTAL DES OBLIGATIONS POUR PRESTATIONS AU PERSONNEL	2 489 970	2 456 705

Prestations au personnel en vertu des normes IPSAS.

Les prestations à court terme dues au personnel incluent le traitement, les allocations et indemnités, les primes d'affectation et les indemnités pour frais d'études pour les enfants à charge, les jours de congé annuel, l'assurance accident et l'assurance vie, lorsqu'il est prévu que ces prestations seront réglées dans les 12 mois;

Les prestations à long terme dues au personnel (ou prestations au personnel après la cessation de service) incluent les prestations post-emploi, telles que l'AMCS, et d'autres prestations à long terme dues au personnel, telles que les prestations versées pour la cessation de service, à savoir la prime de rapatriement, les frais de voyage aux fins du rapatriement et l'envoi des effets personnels, ainsi que les jours de congé annuel accumulés à long terme; et *les prestations versées pour cessation de service*, qui incluent une indemnité due aux fonctionnaires titulaires d'un engagement permanent, d'un engagement continu ou d'un engagement de durée déterminée lorsque l'Organisation met un terme à leur nomination avant la fin de leur contrat.

Prestations au personnel à court terme

L'UPOV a également des passifs comptabilisés pour les prestations à court terme suivantes, dont la valeur est basée sur le montant à payer à chaque fonctionnaire à la date d'établissement des états financiers.

Congé annuel (agents temporaires) : les jours de congé annuel font partie de la catégorie des prestations à court terme dues aux membres du personnel titulaires d'un engagement temporaire. Les agents temporaires peuvent accumuler jusqu'à 15 jours de congé annuel pendant une année donnée et une somme en compensation des jours de congé accumulés jusqu'à concurrence de 15 jours peut être versée à la fin de l'engagement. Le solde total de la dette à la date d'établissement des états financiers est de 813 francs suisses (contre 5581 francs suisses au 31 décembre 2017).

Heures supplémentaires et heures de crédit : certains fonctionnaires ont droit à une compensation en espèces pour les heures supplémentaires accumulées au terme d'un délai prévu dans le Statut et Règlement du personnel. Jusqu'à la fin de l'année 2018, les fonctionnaires suivant le système d'heures de travail variables pouvaient accumuler des heures de crédit pour le temps de travail effectué au-delà de 40 heures par semaine. Avec l'introduction d'une nouvelle politique de gestion du temps et de flexibilité dans l'aménagement des heures de travail, les heures de crédit accumulées mais non utilisées au 28 décembre 2018 (dernier jour ouvrable de l'année) ont été retirées. La provision totale pour les heures supplémentaires à la date de présentation des états financiers est de 5361 francs suisses (contre 9584 francs suisses au 31 décembre 2017, heures de crédit incluses).

Allocations d'études : certains fonctionnaires recrutés sur le plan international, autres que ceux qui vivent dans leur pays d'origine, remplissent les conditions requises pour recevoir une indemnité pour frais d'études couvrant 75% des frais de scolarité des enfants à charge jusqu'à la quatrième année d'études postsecondaires, mais pas au-delà de la fin de l'année scolaire au cours de laquelle l'enfant atteint l'âge de 25 ans. La provision pour frais d'études est liée au nombre de mois qui se sont écoulés entre le début de l'année scolaire/universitaire et le 31 décembre 2018 pour lesquels les indemnités sont dues. La provision totale à la date d'établissement des états financiers est de 9467 francs suisses (contre 6933 francs suisses au 31 décembre 2017).

Prestations à long terme dues au personnel

Congé annuel (postes) : les jours de congé annuel font partie de la catégorie des prestations à long terme dues aux fonctionnaires titulaires d'un engagement permanent, d'un engagement continu ou d'un engagement de durée déterminée, et cette prestation est calculée par un actuaire externe. Les fonctionnaires en poste peuvent accumuler jusqu'à 15 jours de congé annuel pendant une année donnée et un total cumulé de 60 jours. Au moment de la cessation de service, le fonctionnaire en poste qui a accumulé des jours de congé annuel peut recevoir un paiement pour les jours de congé annuel accumulés au lieu d'un montant équivalent à son traitement. Un fonctionnaire peut, dans des circonstances exceptionnelles, obtenir une avance de congé annuel d'une durée maximum de 10 jours ouvrables. Ces fonctionnaires sont inclus dans le calcul du solde global des congés annuels. Le solde total de la dette à la date d'établissement des états financiers est de 56 609 francs suisses (contre 61 975 francs suisses au 31 décembre 2017).

Prime de rapatriement et voyage : l'UPOV a l'obligation contractuelle d'accorder des prestations telles que les primes de rapatriement et voyage à certains fonctionnaires recrutés au niveau international, au moment de leur cessation de service. À la date de présentation des états financiers, cette obligation a été estimée comme suit, sur la base d'une évaluation actuarielle effectuée en décembre 2018 par un actuaire indépendant :

	31 décembre 2018	31 décembre 2017
	<i>(en francs suisses)</i>	
Passif courant	18 976	17 913
Passif non courant	163 105	145 258
Passif total pour les primes de rapatriement et les frais de voyage	182 081	163 171

Assurance maladie après la cessation de service : l'UPOV a aussi l'obligation contractuelle de fournir à son personnel des prestations médicales après la cessation de service sous la forme de primes d'assurance pour le régime d'assurance maladie collective. Les fonctionnaires (ainsi que leurs conjoints, leurs enfants et leurs survivants) peuvent, au moment de la retraite, souscrire à l'AMCS s'ils continuent de payer leur prime après la cessation de service. Selon le Statut et Règlement du personnel de l'OMPI, l'UPOV prend en charge 65% de la prime mensuelle d'assurance maladie. Depuis le 1^{er} janvier 2019, la prime mensuelle d'assurance maladie s'élève à 596 francs suisses pour les adultes et à 265 francs suisses pour les enfants. La valeur actuelle des obligations relatives à des prestations définies en matière d'assurance maladie après la cessation de service est calculée selon la méthode des unités de crédit projetées et par soustraction des futures sorties de trésorerie estimées en appliquant un taux d'actualisation fondé sur des obligations de sociétés de haut rang libellées en francs suisses. En vertu des normes IPSAS, les obligations au titre de l'AMCS de l'UPOV sont considérées comme non financées, car aucun actif du régime n'est détenu par un fonds ou une entité juridiquement distincts, et par conséquent, aucun actif du régime n'est déduit du passif tel que comptabilisé dans l'état de la situation financière. Il convient toutefois de noter que l'UPOV détient sur un compte bancaire distinct des fonds alloués au financement futur de ses engagements au titre de l'AMCS (voir la note n° 3). À la date d'établissement des états financiers, les obligations de l'UPOV au titre de l'AMCS ont été estimées comme suit, sur la base d'une évaluation actuarielle effectuée en décembre 2018 par un bureau indépendant :

	31 décembre 2018	31 décembre 2017
	<i>(en francs suisses)</i>	
Passif courant	162 061	156 704
Passif non courant	2 073 578	2 052 757
Passif total pour l'assurance maladie après la cessation de service (AMCS)	2 235 639	2 209 461

Le tableau ci-dessous détaille les dépenses au titre de l'AMCS comptabilisées dans l'état de la performance financière :

	31 décembre 2018	31 décembre 2017
	<i>(en francs suisses)</i>	
Coût des intérêts	15 334	16 618
Frais administratifs courants	141 370	170 159
Dépenses comptabilisées dans l'état de la performance financière	156 704	186 777

Avant la mise en œuvre de la norme IPSAS 39, l'UPOV appliquait la méthode du corridor pour la comptabilisation des gains et pertes actuariels au titre de l'AMCS. En vertu de cette méthode comptable, une partie des gains et pertes actuariels nets était comptabilisée si les gains et pertes nets cumulés non comptabilisés à la fin de la période de clôture précédente dépassaient 10% de la valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définie à cette date. Depuis la mise en œuvre de la norme IPSAS 39 en 2017, les gains et pertes actuariels au titre de l'AMCS sont comptabilisés directement dans les actifs nets. Le tableau ci-dessous détaille l'évolution de l'obligation au titre des prestations définies dans le cadre de l'AMCS, y compris l'impact des gains/(pertes) actuariels :

	31 décembre 2018	31 décembre 2017
	<i>(en francs suisses)</i>	
Montant des obligations au début de l'année	2 209 461	2 234 293
Coût des intérêts	15 334	16 618
Frais administratifs courants	141 370	170 159
Contribution versée	-37 189	-37 191
(Gains)/pertes sur les obligations :		
(Gains)/pertes liés à l'expérience	2 503	-98 740
(Gains)/pertes sur l'évolution des hypothèses financières	-104 700	27 718
(Gains)/pertes sur l'évolution des hypothèses démographiques	8 860	-103 396
Obligations au titre des prestations définies comptabilisées à la fin de l'année	2 235 639	2 209 461

Les cotisations versées par l'UPOV au titre de l'AMCS s'élevaient à 37 189 francs suisses en 2018 (contre 37 191 francs suisses en 2017). En 2019, les cotisations prévues au titre de l'assurance maladie après la cessation de service devraient représenter 37 808 francs suisses. La durée de la moyenne pondérée des obligations relatives à des prestations définies au 31 décembre 2018 était de 22,1 ans. Le tableau ci-dessous détaille la valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies et des ajustements liés à l'expérience concernant l'obligation au titre de l'assurance maladie après la cessation de service pour 2018 et les quatre années précédentes :

	2018	2017	2016	2015	2014
	<i>(en francs suisses)</i>				
Obligations relatives à des prestations définies	2 235 639	2 209 461	2 234 293	1 577 193	1 145 526
Ajustements issus de l'expérience relatifs au (gain)/ à la perte sur les engagements	2 504	-98 740	-42 922	-1 159	-78 243

Les principales hypothèses utilisées pour déterminer l'obligation relative à l'assurance maladie après la cessation de service et l'obligation au titre des prestations définies étaient les suivantes :

	31 décembre 2018	31 décembre 2017
<i>Principe de la moyenne pondérée pour déterminer le montant</i>		
Escompte	0,90%	0,70%
Hausse des primes d'assurance maladie	3,50%	3,50%
 <i>Principe de la moyenne pondérée pour déterminer le coût</i>		
Escompte	0,70%	0,75%
Hausse des primes d'assurance maladie	3,50%	3,50%

Les hypothèses actuarielles ont une incidence significative sur les montants calculés pour l'obligation au titre de l'AMCS. L'analyse de sensibilité ci-après montre comment le montant de l'obligation au titre des prestations définies aurait évolué en fonction des différentes hypothèses actuarielles :

Assurance maladie après la cessation de service	Baisse de 1% de l'augmentation de la prime maladie (2,50%)	Taux d'augmentation effectif de la prime maladie (3,50%)	Hausse de 1% de l'augmentation de la prime maladie (4,50%)
<i>(en francs suisses)</i>			

Montant des obligations au 31 décembre 2018	1 812 772	2 235 639	2 802 310
Taux de variation	-18,9%		25,3%

Assurance maladie après la cessation de service	Baisse de 0,25% du taux d'actualisation (0,65%)	Taux d'actualisation effectif (0,90%)	Hausse de 0,25% du taux d'actualisation (1,15%)
<i>(en francs suisses)</i>			

Montant des obligations au 31 décembre 2018	2 368 285	2 235 639	2 113 275
Taux de variation	5,9%		-5,5%

Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies

Conformément au règlement de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, le comité mixte de ladite Caisse devra faire établir une évaluation actuarielle de la Caisse par un actuair e indépendant au moins une fois tous les trois ans. Dans la pratique, à ce jour, le comité mixte a effectué cette évaluation actuarielle tous les deux ans, à l'aide de la méthode des agrégats avec entrants. Cette évaluation actuarielle a pour objectif premier de déterminer si les avoirs actuels et futurs estimés de la Caisse des pensions seront suffisants pour honorer son passif.

Sur le plan financier, l'UPOV est tenue de verser à la Caisse des pensions sa cotisation obligatoire au taux fixé par l'Assemblée générale des Nations Unies (actuellement de 7,9% pour les participants et 15,8% pour les organisations membres) plus la part de tous les paiements actuariels dus à titre compensatoire en vertu de l'article 26 des statuts de la Caisse des pensions. Les sommes nécessaires pour combler le déficit ne sont dues que dès lors que l'Assemblée générale a invoqué la disposition de l'article 26 après avoir constaté qu'une

évaluation actuarielle justifie – au moment de l'évaluation – que le déficit soit comblé. Chaque organisation affiliée contribue au comblement du déficit au prorata des cotisations totales qu'elle a versées pendant les trois années précédant l'évaluation actuarielle.

En 2017, la Caisse des pensions a découvert des anomalies dans les données du recensement utilisées dans l'évaluation actuarielle effectuée au 31 décembre 2015. C'est pourquoi, en tant qu'exception à la période biennale normale, les données sur la participation du 31 décembre 2013 ont été reportées au 31 décembre 2016 par la Caisse pour l'établissement de ses états financiers de 2016.

L'évaluation actuarielle au 31 décembre 2017 a entraîné un ratio de capitalisation des actifs actuariels de 139,2% (contre 150,1% lors de l'évaluation de 2016) par rapport aux passifs actuariels, en supposant qu'il n'y ait pas d'ajustement des pensions à l'avenir. Compte tenu du système actuel d'ajustement des pensions, le ratio de capitalisation était de 102,7% (contre 101,4% lors de l'évaluation de 2016).

Suite à son évaluation actuarielle de la Caisse de pensions, l'actuaire indépendant a conclu qu'au 31 décembre 2017, il n'était pas nécessaire de procéder à un paiement à titre compensatoire en vertu de l'article 26 des statuts de la Caisse de pensions. En effet, la valeur actuarielle de l'actif était supérieure à la valeur actuarielle des charges à payer par ladite caisse. En outre, la valeur des actifs sur le marché était également supérieure à la valeur actuarielle de l'ensemble des passifs à la date de l'évaluation. Au moment de la rédaction du présent rapport, l'Assemblée générale n'avait pas invoqué la disposition de l'article 26.

Si l'article 26 devait être invoqué en raison d'un déficit actuariel, que ce soit durant le fonctionnement en cours de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies ou en raison de la cessation de l'affiliation à ladite Caisse, les paiements dus à titre compensatoire de la part de chaque organisation membre seraient calculés au prorata des cotisations que l'organisation membre a versées aux cotisations totales de la Caisse des pensions pendant les trois années précédant l'évaluation actuarielle. Les cotisations totales versées à la Caisse au cours des trois années précédentes (2015, 2016 et 2017) s'élevaient à 6931,4 millions de dollars des États-Unis d'Amérique et les cotisations de l'UPOV ont représenté 0,018% de ces cotisations (y compris des cotisations des participants et de l'UPOV).

En 2018, le montant des cotisations de l'UPOV (y compris les cotisations de l'UPOV seule) versées à la Caisse commune des pensions était de 276 107 francs suisses (contre 268 883 francs suisses en 2017). Le montant des cotisations attendues en 2019 s'élève à 288 756 francs suisses.

Il peut être mis fin à l'affiliation d'une organisation par décision de l'Assemblée générale, prise sur recommandation du comité mixte en ce sens. Une part proportionnelle des avoirs de la Caisse à la date où l'affiliation prend fin est versée à ladite organisation pour être utilisée au bénéfice exclusif de ses fonctionnaires qui étaient participants à la Caisse, selon des modalités arrêtées d'un commun accord entre l'organisation et la Caisse. Le montant de cette part proportionnelle est fixé par le comité mixte sur la base d'une évaluation actuarielle des avoirs et des engagements de la Caisse à la date où l'affiliation prend fin; le montant ne comprend aucune fraction de l'excédent des avoirs sur les engagements.

Le comité des commissaires aux comptes de l'ONU procède à une vérification annuelle de la Caisse des pensions et présente chaque année un rapport au comité mixte. La Caisse des pensions publie des rapports trimestriels sur ses placements qui peuvent être consultés en ligne à l'adresse www.unjspf.org.

NOTE 7 : TRANSFERTS PAYABLES

	31 décembre 2018	31 décembre 2017
	<i>(en francs suisses)</i>	
Montants des taxes dues aux offices de protection des obtentions végétales	1 352	-
TOTAL DES MONTANTS À PAYER	1 352	-

Le Conseil de l'UPOV a décidé de ne facturer aucune taxe pour l'utilisation d'UPOV PRISMA durant une phase d'introduction. Cette décision n'affectera toutefois pas les taxes que les offices de protection des obtentions végétales (POV) perçoivent par demande. Au 31 décembre 2018, 1352 francs suisses collectés par l'intermédiaire d'UPOV PRISMA n'avaient pas été transférés aux offices de POV.

NOTE 8 : ENCAISSEMENTS PAR ANTICIPATION

	31 décembre 2018	31 décembre 2017
	<i>(en francs suisses)</i>	
Paiement anticipé de contributions	229 701	260 063
Produits sans contrepartie directe différés	86 414	127 531
TOTAL DES ENCAISSEMENTS PAR ANTICIPATION	316 115	387 594

Les contributions reçues d'avance sont comptabilisées comme passif d'encaissement par anticipation et comme produits au cours de l'année à laquelle elles se rapportent. Les ressources extrabudgétaires versées par les donateurs aux fonds fiduciaires assortis de conditions exigeant de l'UPOV de fournir des services aux prestataires ou à d'autres tiers sont comptabilisées en tant que recettes différées jusqu'à ce que les services visés par les ressources extrabudgétaires (fonds fiduciaires) soient fournis, après quoi les recettes sont comptabilisées.

NOTE 9 : AUTRES PASSIFS COURANTS

	31 décembre 2018	31 décembre 2017
	<i>(en francs suisses)</i>	
Montants dus à l'OMPI	917 092	726 044
TOTAL DES AUTRES PASSIFS COURANTS	917 092	726 044

Les autres passifs courants sont les montants dus à l'OMPI, correspondant aux services fournis dans le cadre de l'Accord OMPI/UPOV.

NOTE 10 : TRANSACTIONS AVEC UNE PARTIE LIÉE

Le Conseil de l'UPOV est composé des représentants des membres de l'Union. Ils ne reçoivent aucune rémunération de l'UPOV.

L'UPOV ne détient aucune participation dans des associations ou des coentreprises et n'a aucune entité contrôlée. En 1982, un accord de coopération (l'Accord OMPI/UPOV) a été signé entre l'UPOV et l'OMPI. Conformément à cet accord, le Conseil de l'UPOV nomme comme Secrétaire général de l'UPOV le Directeur général de l'OMPI. Selon cet accord, l'OMPI satisfait les besoins de l'UPOV en ce qui concerne l'espace, le personnel, les finances, les achats et d'autres tâches administratives. L'UPOV indemnise l'OMPI pour tout service fourni à l'UPOV et pour toute dépense engagée pour son compte. Conformément à cet accord, le Bureau de l'Union exerce ses fonctions de façon entièrement indépendante de l'OMPI.

Les principaux dirigeants sont le Secrétaire général, le Secrétaire général adjoint et les administrateurs en postes. Le Directeur général actuel de l'OMPI a refusé de percevoir tout traitement ou indemnité pour ses fonctions de Secrétaire général de l'UPOV. Les autres principaux dirigeants sont rémunérés par l'UPOV. La rémunération globale versée aux principaux dirigeants comprend les salaires, les indemnités, les voyages officiels et d'autres prestations versées en conformité avec le Statut et Règlement du personnel. Les principaux dirigeants participent à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies à laquelle le personnel et l'UPOV contribuent et peuvent également participer au régime d'assurance maladie collective.

L'enveloppe de rémunération des principaux dirigeants est indiquée ci-après (il convient de noter que le tableau ne comprend pas le Secrétaire général étant donné qu'il ne reçoit aucune rémunération de l'UPOV) :

	2018		2017	
	Nombre de personnes <i>(sur une base d'équivalents temps plein)</i>	Enveloppe de rémunération <i>(en francs suisses)</i>	Nombre de personnes <i>(sur une base d'équivalents temps plein)</i>	Enveloppe de rémunération <i>(en francs suisses)</i>
Principaux dirigeants	5,50	1 289 367	5,00	1 212 393

Aucune autre rémunération ou indemnité n'a été versée à des principaux dirigeants ou à des membres proches de la famille.

NOTE 11 : ACTIFS NETS

	31 décembre 2017	Contributions au fonds de roulement	Excédent du programme et budget pour l'année (avant les ajustements IPSAS)	Excédent des fonds fiduciaires pour l'année (avant les ajustements IPSAS)	Dépenses au titre du Fonds spécial pour des projets (avant les ajustements IPSAS)	Ajustements IPSAS pour l'année	Transfert sur le Fonds de réserve	31 décembre 2018
Excédent/(déficit) du programme et budget	-	-	67 260	-	-	-95 136	27 876	-
Excédent/(déficit) des fonds fiduciaires	-	-	-	-42 763	-	42 763	-	-
Fonds de réserve	970 470	-	-	-	-	-	-27 876	942 594
Fonds spécial pour des projets	13 957	-	-	-	-13 799	-	-	158
Gains/(pertes) actuariels sur actifs nets	-901 276	-	-	-	-	93 337	-	-807 939
Fonds de roulement	546 679	1 667	-	-	-	-	-	548 346
ACTIF NET	629 830	1 667	67 260	-42 763	-13 799	40 964	-	683 159

En vertu de l'article 4.2 de son Règlement financier, l'UPOV dispose d'un fonds de roulement. Au 31 décembre 2018, ce fonds de roulement s'élève à 548 346 francs suisses. Selon les dispositions de cet article, le fonds de roulement est destiné à :

- couvrir les dépenses inscrites au budget, dans l'attente du paiement des contributions des membres de l'UPOV;
- couvrir les dépenses de caractère imprévu et obligatoire, découlant de l'exécution du programme adopté;
- couvrir toute autre dépense qui serait décidée par le Conseil.

Les avances provenant du fonds pour couvrir les dépenses susmentionnées doivent être remboursées conformément aux dispositions de l'article 4.2.

Le fonds de réserve représente les soldes cumulés de l'UPOV. Conformément à l'article 4.6 du Règlement financier de l'UPOV, l'utilisation du fonds de réserve à des fins autres que pour couvrir un déficit relève de la décision du Conseil. Si, après la clôture de l'exercice financier, le montant du fonds de réserve dépasse 15% des recettes totales pour l'exercice financier, l'excédent est remboursé aux membres de l'UPOV, sauf si le Conseil en décide autrement. Tout membre de l'UPOV peut demander que le montant qui lui est remboursé soit déposé sur un compte spécial ou dans un fonds fiduciaire qu'il aura désigné.

En 2015, un montant de 183 824 francs suisses représentant le montant du fonds de réserve dépassant 15% des recettes totales pour l'exercice biennal 2012-2013 a été transféré sur un Fonds spécial pour des projets afin de mener à bien certains projets particuliers. Sur le solde de 13 957 francs suisses restant à la fin de l'exercice 2017, des dépenses de 13 799 francs suisses ont été engagées en 2018. Le solde du Fonds spécial pour des projets, qui s'élevait à 158 francs suisses au 31 décembre 2018, fait partie des actifs nets de l'UPOV.

Depuis la mise en œuvre de la norme IPSAS 39 en 2017, les gains et pertes actuariels au titre de l'AMCS doivent être comptabilisés directement dans les actifs nets. Au 31 décembre 2018, le montant des pertes actuarielles au sein des actifs nets est de 807 939 francs suisses en raison des gains actuariels d'un montant de 93 337 francs suisses comptabilisés en 2018.

NOTE 12 : RAPPROCHEMENT ENTRE L'ÉTAT DE COMPARAISON BUDGÉTAIRE (ÉTAT V) ET L'ÉTAT DE LA PERFORMANCE FINANCIÈRE (ÉTAT II)

Le programme et budget de l'UPOV est établi sur la base d'une comptabilité d'exercice modifiée, conformément au Règlement financier et à son règlement d'exécution de l'UPOV, et est approuvé par le Conseil. Le programme et budget ordinaire pour l'exercice 2018-2019 prévoyait un budget estimé pour les recettes et les dépenses de 6 940 000 francs suisses.

Pour 2018, la première année de l'exercice biennal, le budget initial et le budget final étaient estimés à 3 470 000 francs suisses pour les recettes et les dépenses. Le montant des recettes réelles sur la base d'une comptabilité d'exercice modifiée pour la première année de l'exercice biennal a été de 3 422 060 francs suisses. Le montant des dépenses réelles sur la base d'une comptabilité d'exercice modifiée pour la première année de l'exercice biennal a été de 3 354 800 francs suisses. L'analyse de la performance budgétaire qui figure à la page 4 des présents états financiers contient des explications sur les différences importantes entre les montants inscrits au budget et les montants réels.

Le budget et les comptes financiers de l'UPOV sont établis selon deux méthodes différentes. L'état de la situation financière, l'état de la performance financière, l'état des variations des actifs nets et l'état des flux de trésorerie sont établis sur la base d'une comptabilité d'exercice intégrale, tandis que l'état de comparaison des montants budgétaires et des montants réels (état V) est préparé sur la base d'une comptabilité d'exercice modifiée.

Comme l'exige la norme IPSAS 24, les montants réels présentés sur une base comparable avec le budget dans l'état V sont rapprochés des montants réels présentés dans les états financiers en identifiant séparément toutes les différences relatives à la base, au choix du moment et à l'entité. Le budget de l'UPOV est adopté par le Conseil sur une base biennale, cependant, des estimations distinctes sont préparées pour chacune des deux périodes annuelles. Il n'y a aucune différence temporaire à signaler. Les différences relatives à la base se produisent lorsque le budget approuvé est préparé sur une base autre que sur la base d'une comptabilité d'exercice intégrale. Les différences relatives à la base comprennent la comptabilisation intégrale des engagements liés aux prestations dues au personnel, des indemnités et des provisions. Les différences relatives à l'entité représentent l'inclusion dans les comptes financiers de l'UPOV des fonds fiduciaires et du Fonds spécial pour des projets qui ne figurent pas dans le programme et budget ordinaire de l'UPOV. Les différences de présentation, le cas échéant, peuvent correspondre au traitement des achats d'équipements en tant qu'activités de placement dans l'état IV plutôt qu'en tant qu'activités opérationnelles dans l'état V.

	2018			Total
	Activités opérationnelles	Activités de placement	Activités de financement	
	<i>(en francs suisses)</i>			
Montant réel sur une base comparable (état V)	67 260	-	-	67 260
Changements dans les comptes de débiteurs	-44 992	-	-	-44 992
Changements dans les montants à payer	-29	-	-	-29
aux prestations au personnel	-50 115	-	-	-50 115
Report des recettes provenant des fonds fiduciaires	42 763	-	-	42 763
Total des différences relatives à la base	-52 373	-	-	-52 373
Fonds fiduciaires	-42 763	-	-	-42 763
Dépenses financées à partir du fonds spécial	-13 799	-	-	-13 799
Total des différences relatives à l'entité	-56 562	-	-	-56 562
Montant réel dans l'état de la performance financière (état II)	-41 675	-	-	-41 675

NOTE 13 : RECETTES

	Programme et budget ordinaire 2018	Fonds fiduciaires 2018	Fonds spécial pour des projets 2018	Transferts intersectoriels 2018	TOTAL 2018	TOTAL 2017
<i>(en francs suisses)</i>						
Recettes						
Contributions	3 323 050	-	-	-	3 323 050	3 365 962
Ressources extrabudgétaires (fonds fiduciaires)	-	282 467	-	-	282 467	257 524
Taxes relatives à UPOV PRISMA	-	-	-	-	-	1 841
Recettes des publications	-	-	-	-	-	-
Recettes des placements	-	-	-	-	-	-
Autres/divers recettes	22 356	-	-	-	22 356	19 091
Frais d'appui aux programmes	31 633	-	-	-31 633	-	-
TOTAL DES RECETTES	3 377 039	282 467	-	-31 633	3 627 873	3 644 418

Les contributions versées au titre du programme et budget ordinaire correspondent aux montants payables en janvier 2018. Les ressources extrabudgétaires et les fonds fiduciaires représentent les recettes perçues relatives aux contributions versées par les donateurs pour des projets individuels qui ne figurent pas dans le programme et budget ordinaire. Les recettes provenant des ressources extrabudgétaires (fonds fiduciaires) sont reportées jusqu'à ce qu'elles soient réalisées par la prestation des services spécifiques prévus dans le programme de travail convenu avec le donateur.

NOTE 14 : DÉPENSES

	Programme et budget ordinaire 2018	Fonds fiduciaires 2018	Fonds spécial pour des projets 2018	Transferts intersectoriels 2018	TOTAL 2018	TOTAL 2017
<i>(en francs suisses)</i>						
DÉPENSES						
Dépenses de personnel	2 210 760	-	-	-	2 210 760	2 262 006
Stages et bourses	28 892	-	-	-	28 892	12 343
Voyages, formations et subventions	239 068	164 145	13 799	-	417 012	467 811
Services contractuels	305 778	86 329	-	-	392 107	572 422
Dépenses de fonctionnement	618 995	360	-	-	619 355	619 227
Fournitures	17	-	-	-	17	972
Mobilier et matériel	1 405	-	-	-	1 405	-
Frais d'appui aux programmes	-	31 633	-	-31 633	-	-
TOTAL DES DÉPENSES	3 404 915	282 467	13 799	-31 633	3 669 548	3 934 781

Les dépenses de personnel incluent les prestations aux fonctionnaires titulaires d'un contrat de courte durée telles que le salaire de base, l'indemnité de poste, l'allocation familiale, la cotisation à la retraite, les cotisations sociales, les congés dans les foyers et d'autres prestations pour les fonctionnaires et les fonctionnaires temporaires. Depuis la mise en œuvre des normes IPSAS, les dépenses de personnel incluent les changements dans les obligations relatives aux prestations au personnel.

Les voyages et bourses comprennent les frais de voyage en avion, les indemnités journalières de subsistance, les faux frais au départ et à l'arrivée et d'autres coûts de voyage pour les fonctionnaires en mission, et les déplacements pour les participants et les conférenciers dans le cadre d'activités de formation. Les services contractuels comprennent les contrats de louage de services de traducteurs, d'interprètes et d'autres personnes qui ne sont pas membres du personnel. Les dépenses de fonctionnement comprennent des éléments tels que la location et l'entretien des locaux et les frais bancaires.

NOTE 15 : INSTRUMENTS FINANCIERS

L'UPOV est exposée à des risques de liquidité, de taux d'intérêt, de change et de crédit pendant le cours normal de ses opérations. La présente note donne des informations sur l'exposition de l'UPOV à chacun de ces risques ainsi que sur les politiques et processus d'évaluation et de gestion des risques.

Sauf si le Conseil en décide autrement, la politique de placements de l'UPOV est la même que celle de l'OMPI en ce qui concerne la "trésorerie d'exploitation". Le Secrétaire général peut demander l'avis du Comité consultatif sur les placements de l'OMPI pour des questions concernant exclusivement l'UPOV. Le Secrétaire général informe régulièrement le Comité consultatif des placements ainsi effectués. Le pouvoir d'effectuer et de gérer avec prudence des placements conformément à la politique de placement est délégué au contrôleur de l'OMPI. Cette politique a été révisée entièrement et adoptée en 2015 par la cinquante-cinquième série de réunions des assemblées des États membres de l'OMPI. Certaines modifications apportées à la politique en matière de placements ont été adoptées à la cinquante-septième série de réunions en 2017. La politique révisée contient deux politiques distinctes en matière de placements, une pour la trésorerie d'exploitation et les fonds propres et une pour la trésorerie stratégique. La trésorerie d'exploitation correspond à la trésorerie dont l'Organisation a besoin pour répondre à ses besoins de paiements courants. Les fonds propres correspondent au solde de trésorerie restant après déduction de la trésorerie d'exploitation et de la trésorerie stratégique. La trésorerie stratégique de l'OMPI est celle qui a été mise de côté pour financer les engagements pris au titre de l'assurance maladie après cessation de service, y compris l'AMCS.

Justes valeurs

On trouvera ci-dessous une comparaison par classe des valeurs comptables et de la juste valeur des instruments financiers de l'UPOV.

	Valeur comptable	Juste valeur
Actifs financiers	<i>(en francs suisses)</i>	
2018		
Créances	135 097	135 097
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4 275 188	4 275 188
	4 410 285	4 410 285
2017		
Créances	86 196	86 196
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4 115 186	4 115 186
	4 201 382	4 201 382
	Valeur comptable	Juste valeur
Passifs financiers	<i>(en francs suisses)</i>	
2018		
Comptes créanciers	2 597	2 597
Montants à payer	1 352	1 352
Autres passifs courants	917 092	917 092
	921 041	921 041
2017		
Comptes créanciers	1 209	1 209
Autres passifs courants	726 044	726 044
	727 253	727 253

La juste valeur des actifs et passifs financiers est incorporée au montant auquel l'instrument pourrait être échangé dans une transaction entre parties consentantes autre qu'une vente forcée ou une liquidation. Les méthodes et hypothèses suivantes ont été utilisées pour estimer les justes valeurs :

- les dépôts en liquide et à court terme, les créances provenant des opérations de change et les comptes de créanciers sont proches de leurs valeurs comptables en raison des échéances à court terme de ces instruments;
- Les créances provenant des opérations qui ne sont pas des opérations de change sont évaluées par l'UPOV sur la base de paramètres tels que les taux d'intérêt et les caractéristiques de risque. Le cas échéant, une provision est constituée pour compenser la valeur des comptes provenant des contributions. Cette provision couvre les montants des arriérés de contributions antérieurs à l'exercice biennal précédent.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque de pertes financières pour l'UPOV si les contreparties des instruments financiers ne remplissent pas leurs obligations contractuelles; il émane principalement des montants à recevoir ainsi que de la trésorerie et des équivalents de trésorerie. La valeur comptable des actifs financiers représente l'exposition maximum au risque de crédit qui était au 31 décembre 2018 la suivante :

	31 décembre 2018	31 décembre 2017
	<i>(en francs suisses)</i>	
Créances	135 097	86 196
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4 275 188	4 115 186
Exposition maximum au risque de crédit	4 410 285	4 201 382

Les comptes débiteurs de l'UPOV proviennent presque exclusivement des membres de l'Union représentant des États souverains et des organisations intergouvernementales compétentes, ce pour quoi les risques de crédit sont considérés comme mineurs.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie ne peuvent être confiés qu'à des institutions ayant une notation à court terme de A-2/P-2 ou une notation à long terme de A/A2. Par conséquent, les notes de crédit associées à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie au 31 décembre 2018 sont les suivantes :

Notation	A-1	A-2	Total
	S&P court terme		
	<i>(en francs suisses)</i>		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 774 810	2 500 378	4 275 188
Pourcentage	41,5%	58,5%	100,0%

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que court l'UPOV de ne pas pouvoir s'acquitter de ses obligations dans les délais voulus. L'UPOV n'est pas fortement exposée au risque de liquidité car elle dispose de fonds de trésorerie considérables. La politique en matière de placements exige que la trésorerie d'exploitation et les fonds propres soient placés de sorte à garantir la disponibilité des liquidités nécessaires pour répondre aux besoins en flux de trésorerie de l'UPOV. Les soldes de trésorerie d'exploitation font l'objet de placements à court terme (périodes ayant une échéance de moins de 12 mois) dans des classes d'actifs à faible risque, facilement convertibles en liquidités à coût faible, voire nul. Les fonds propres font l'objet de placements à moyen terme (périodes de 12 mois minimum), de manière à ce qu'une partie d'entre eux soit accessible occasionnellement, ce qui permettrait à l'avenir, par exemple, d'échelonner les paiements importants. La trésorerie stratégique doit être placée sur le long terme et n'a actuellement pas besoin de liquidités à court ou moyen terme.

Risque de change

L'UPOV perçoit des recettes provenant des ressources extrabudgétaires (fonds fiduciaires) et engage des dépenses dans d'autres monnaies que sa monnaie fonctionnelle (le franc suisse) et elle est donc exposée à un risque de change lié à l'évolution des cours de change. L'UPOV n'a pas recours à des instruments financiers dérivés pour se protéger contre le risque de change.

Risque de marché

Le risque de marché est le risque des variations des prix du marché, comme les taux d'intérêt, qui affectent le revenu de l'Union ou la valeur de ses instruments financiers. L'UPOV n'est pas exposée au risque de marché.

Analyse de sensibilité des taux d'intérêt

L'UPOV n'est pas exposée au risque lié aux taux d'intérêt.

NOTE 16 : ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA DATE D'ÉTABLISSEMENT DES ÉTATS FINANCIERS

La date d'établissement des états financiers de l'UPOV a été fixée au 31 décembre 2018 et leur publication à la même date que celle de l'avis du vérificateur externe des comptes. Aucun événement favorable ou défavorable ne s'est produit entre la date d'établissement des états financiers et la date à laquelle la publication des états financiers a été autorisée.

NOTE 17 : INFORMATION SECTORIELLE

L'information sectorielle est fondée sur les principales activités et sources de financement de l'UPOV. L'UPOV publie des informations financières distinctes pour trois secteurs : le programme et budget ordinaire, les fonds fiduciaires (ressources extrabudgétaires) et le Fonds spécial pour des projets. Les fonds fiduciaires représentent les montants administrés par l'UPOV pour le compte de donateurs individuels pour mettre en œuvre des programmes liés aux politiques, aux buts et aux activités de l'UPOV. Le Fonds spécial pour des projets représente le montant du fonds de réserve dépassant 15% des recettes totales pour l'exercice biennal précédent qui est utilisé pour financer des projets acceptés par le Conseil. Le programme et budget ordinaire, les fonds fiduciaires et le Fonds spécial pour des projets sont comptabilisés séparément dans le système de comptabilité financière.

État de la situation financière par segment au 31 décembre 2018 (en francs suisses)

	Programme et budget ordinaire	Fonds fiduciaires	Fonds spécial pour des projets	Transferts intersectoriels	TOTAL 2018	TOTAL 2017
ACTIF						
Actifs courants						
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4 181 770	93 418	-	-	4 275 188	4 115 186
Comptes de débiteurs (opérations sans contrepartie directe)	114 587	10 294	-	-	124 881	68 866
Comptes de débiteurs (opérations avec contrepartie directe)	10 216	-	-	-	10 216	17 330
Autres actifs courants	-	41 693	-	-41 693	-	-
	4 306 573	145 405	-	-41 693	4 410 285	4 201 382
Actifs non courants						
	-	-	-	-	-	-
TOTAL ACTIF	4 306 573	145 405	-	-41 693	4 410 285	4 201 382
PASSIF						
Dettes à court terme						
Comptes créanciers	2 597	-	-	-	2 597	1 209
Prestations au personnel	200 491	-	-	-	200 491	200 760
Montants à payer	1 352	-	-	-	1 352	-
Encaissements par anticipation	229 701	86 414	-	-	316 115	387 594
Autres passifs courants	716 128	58 991	183 666	-41 693	917 092	726 044
	1 150 269	145 405	183 666	-41 693	1 437 647	1 315 607
Passifs non courants						
Prestations au personnel	2 289 479	-	-	-	2 289 479	2 255 945
	2 289 479	-	-	-	2 289 479	2 255 945
TOTAL PASSIF	3 439 748	145 405	183 666	-41 693	3 727 126	3 571 552
Fonds de réserve	942 594	-	-	-	942 594	970 470
Fonds spécial pour des projets	183 824	-	-183 666	-	158	13 957
Gains/(pertes) actuariels sur actifs nets	-807 939	-	-	-	-807 939	-901 276
Fonds de roulement	548 346	-	-	-	548 346	546 679
ACTIFS NETS	866 825	-	-183 666	-	683 159	629 830

**État de la performance financière par segment
pour l'année s'achevant le 31 décembre 2018**
(en francs suisses)

	Programme et budget ordinaire	Fonds fiduciaires	Fonds spécial pour des projets	Transferts intersectoriels	TOTAL 2018	TOTAL 2017
RECETTES						
Contributions	3 323 050	-	-	-	3 323 050	3 365 962
Ressources extrabudgétaires (fonds fiduciaires)	-	282 467	-	-	282 467	257 524
Taxes relatives à UPOV PRISMA	-	-	-	-	-	1 841
Autres/divers recettes	22 356	-	-	-	22 356	19 091
Frais d'appui aux programmes	31 633	-	-	-31 633	-	-
TOTAL DES RECETTES	3 377 039	282 467	-	-31 633	3 627 873	3 644 418
DÉPENSES						
Dépenses de personnel	2 210 760	-	-	-	2 210 760	2 262 006
Stages et bourses	28 892	-	-	-	28 892	12 343
Voyages, formations et subventions	239 068	164 145	13 799	-	417 012	467 811
Services contractuels	305 778	86 329	-	-	392 107	572 422
Dépenses de fonctionnement	618 995	360	-	-	619 355	619 227
Fournitures	17	-	-	-	17	972
Mobilier et matériel	1 405	-	-	-	1 405	-
Frais d'appui aux programmes	-	31 633	-	-31 633	-	-
TOTAL DES DÉPENSES	3 404 915	282 467	13 799	-31 633	3 669 548	3 934 781
EXCÉDENT/(DÉFICIT) POUR L'ANNÉE	-27 876	-	-13 799	-	-41 675	-290 363

[Fin de l'annexe et du document]